

<p>Questionnements :</p> <p>1. <i>Comment les agents économiques se financent-ils ?</i></p>	<p>2. Qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ?</p>
<p align="center">Objectifs d'apprentissage</p> <p>1) Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement par des capacités de financement.</p> <p>2) Comprendre que le taux d'intérêt – à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur – est le prix sur le marché des fonds prêtables.</p> <p>3) Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.</p> <p>4) Savoir ce qu'est l'excédent brut d'exploitation et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).</p> <p>5) Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État ; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande/ effet d'éviction).</p>	<p>1) Connaître les fonctions de la monnaie et les formes de la monnaie.</p> <p>2) Comprendre comment le crédit bancaire contribue à la création monétaire, à partir du bilan simplifié d'une entreprise et de celui d'une banque.</p> <p>3) Comprendre le rôle de la banque centrale dans le processus de création monétaire, en particulier à travers le pilotage du taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire, et comprendre les effets que ces interventions peuvent produire sur le niveau des prix et sur l'activité économique.</p>

Introduction : repérages des fonctions ressources et emplois → repérage des capacités et besoins de financement des ménages (créances et dettes)

I. Agents économiques résidents non financiers : des ressources et des emplois à identifier afin de comprendre la place dans la logique du financement...

A. Des Agents économiques qui doivent financer leurs actes économiques : du cas par cas ...

B. ... aux généralités.

1. Financement de l'économie ...

a) Des tendances...

Capacités (+) et besoins (-) de financement
des secteurs institutionnels (S.I.) résidents*

(En % du PIB)

<u>Années</u>	<u>1980</u>	<u>1990</u>	<u>2000</u>	<u>2010</u>	<u>2015</u>	<u>2018</u>
S.I.						
SNF	-6.3	-2.8	-1.5	-0.6	-2.1	-0.4
SF	+1.4	+1.8	+0.4	+1.5	+0.4	0.0
A.PU.	-0.3	-2.5	-1.5	-7	-3.6	-2.5
Ménages**	+3.3	+1.6	+3.9	+4.3	+3.1	+2.4
NATION	-2.1	-2.0	+1.3	-1.8	-2.3	-0.5

*les ISBLSM ont un rôle négligeable et sont absentes du tableau

**y compris entrepreneurs individuels(E.I.)

Q.1. L'outil statistique est-il une part ou simplement une proportion ? Justifiez statistiquement et économiquement **Q.2.** Quels sont les S.I. non financiers qui se caractérisent par une capacité de financement ? Un besoin de financement ? **Q.3.** Rappelez pour les deux SI en besoin de financement une raison fondamentale de cette situation. **Q.4.** A l'aide de données pertinentes montrez que les agents résidents non financiers ne peuvent pas régler la question du financement entre eux et doivent faire appel à un agent financier. Est-ce suffisant ? **Q.5.** Justifiez la dernière ligne du tableau. Qu'exprime-t-elle ? Doit-on s'attendre à l'intervention du secteur institutionnel fictif (RDM) ou celui-ci est-il déjà intervenu ?

b) ... au poids dans l'économie : comparaison 2000 et 2017.

Capacités ou besoins de financement des agents économiques en France

(En milliards d'euros)

SI	Années	<u>2000</u>	<u>2010</u>	<u>2017</u>
S.N.F.		-7.3	8	-8.3
S.F.		8.5	29.5	-3.2
A.PU. dont		-19.5	-137.4	-61.4
➤ Etat et Adm. Centrale		-32.4	-122.9	-68.5
➤ Adm. Publiques locales		1.2	-2	0.8
➤ Administrations de sécurité sociale		11.5	-23.9	6.3
Ménages* dont E.I.		40.1	83.4	61
ISBLSM		-0.1	0.4	-0.9
Nation		21.7	-16	-12.8

Source : INSEE, 2018.

Poids du besoin de financement de l'Etat et des administrations centrales (en % du total)

Année 2000

Année 2010

Année 2017

Indice du besoin de financement des principales composantes de l'APU en 2010, base 100 A.PU. centrale

A.PU.	Indices
Centrale	
locales	
Sécu. Soc.	

Q.1. Quel est la nature de l'outil statistique ? Quelle est l'unité ? Quelle information permet-il d'obtenir et en quoi permet-il de hiérarchiser ?

Q.2. Comparez le besoin de financement des A.PU. avec celui des SNF en 2000 et 2017 à l'aide d'un coefficient de proportionnalité puis d'un indice, base 100 SNF.

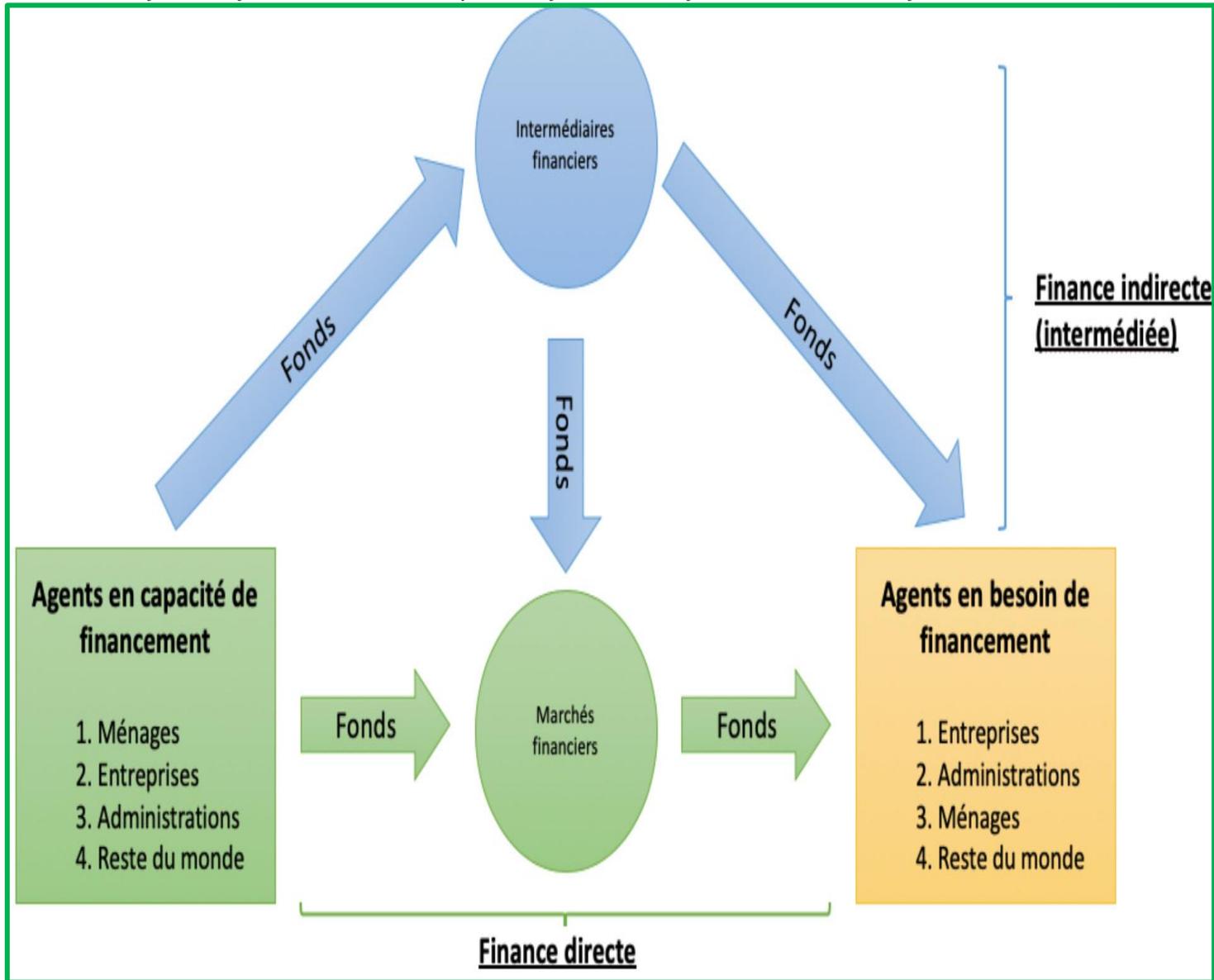
Q.3. Calculez le poids, en % du total A.PU., du besoin de financement de l'Etat et de l'administration centrale. A quoi voit-on que cette proportion n'est pas une part ? Pour l'année 2010 complétez le tableau des indices. En quoi la question du « déficit » de la sécurité sociale peut apparaître comme secondaire ?

Q.4. A l'aide d'une équation montrez, pour l'année 2017, que l'intervention du R.D.M. (et donc de sa capacité de financement) conduit à ce que les besoins de financement des résidents sont bien satisfaits. Cette année-là, quel est le poids (en %) du RDM dans le financement des résidents ?

2. ...et marché des fonds prêtables.

a) Comprendre que le taux d'intérêt est le prix sur le marché des fonds prêtables...

Les flux de fonds au sein du système financier : finance directe et finance indirecte



Q.1. Quels sont les secteurs institutionnels qui ne sont pas présents explicitement dans le schéma ? En quoi l'acteur « Entreprises » permet de les retrouver ? (Sauf 1 : lequel ?) **Q.2.** Pourquoi tous ces acteurs sont-ils des deux côtés du financement ? Distinguez l'approche micro-économique de l'approche macro-économique **Q.3.** Qui offre, qui demande des fonds ? **Q.4.** Quel est le service « offert » par les agents à capacité de financement aux agents à besoin de financement ? En quoi pour mettre en œuvre ce service les S.F. notamment supportent-elles des coûts comme n'importe quelle autre entreprise ? **Q.5.** Rappelez la position structurelle des ménages en matière de financement. Pourquoi ont-ils en général une « préférence » pour placer leurs épargne financière grâce à des intermédiaires financiers ? Qu'attendent ces deux acteurs des placements effectués ? **Q.6.** Pourquoi les sociétés financières sont-elles en concurrence entre elles ? Quel est l'enjeu en amont ?

Source : D'après F. Mishkin, 2013, p.32.

b) ... à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur.

Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt ?

L'intérêt est la somme qu'un particulier, une entreprise ou un Etat paie à son créancier pour lui emprunter de l'argent. Il est exprimé en proportion du montant prêté [...]. Ainsi, un client décrochant au 1er janvier un prêt d'un an de 100 euros assorti d'un taux d'intérêt de 5% devra rembourser 105 euros à son banquier le 31 décembre. L'intérêt désigne donc à la fois la somme due par l'emprunteur et la rémunération reçue par celui qui prête l'argent.

[...] Lorsque les taux sont faibles, les ménages, les entreprises et l'Etat peuvent s'endetter à peu de frais. Ils ont donc tendance à augmenter leur consommation et leurs investissements, ce qui pousse les feux de l'activité et dope la croissance et l'emploi. A l'inverse, lorsque le crédit est cher, les agents économiques limitent leurs emprunts et réduisent leurs achats, ce qui freine l'activité [...] Et cet effet de levier est bien plus important qu'on ne se le figure intuitivement : 0,5% de hausse ou de baisse du loyer de l'argent peuvent suffire à détruire ou à générer des milliers d'emplois. Dans certains secteurs, comme l'automobile ou l'ameublement, les ventes dépendent directement des capacités d'emprunt de la clientèle. Les décisions d'investissement des entreprises sont elles aussi extrêmement sensibles au niveau des taux. C'est le cas, en particulier, des programmes de recherche-développement, que bon nombre de sociétés financent uniquement grâce à des prêts. S'ils deviennent trop chers, elles cessent d'innover et perdent en compétitivité.

[...] le maintien de faibles taux présente lui aussi de graves défauts. En relevant artificiellement le niveau de la demande, cela peut en premier lieu contribuer à creuser le déséquilibre du commerce extérieur : moins le crédit est cher, plus les Français achèteront de voitures coréennes et d'iPhone... Ensuite, l'argent facile pousse les agents économiques à s'endetter et donc à vivre au-dessus de leurs moyens. [...] Enfin, et surtout, la persistance de taux faibles peut créer de l'inflation. Lorsque la demande de biens des ménages augmente plus vite que le PIB - ce qui est le cas lorsque le crédit est facile - les prix ont en effet tendance à s'emballer spontanément. [...]

<https://www.capital.fr/economie-politique/comment-fonctionnent-les-taux-d-interet-865844>

Q.1. Pourquoi dit-on que le taux d'intérêt est « le loyer » ou « le prix » de l'argent ? Q.2. Pourquoi son influence peut-elle être considérable dans certains secteurs ? Expliquez pour une autre branche que celles citées dans le texte... Q.3. Pourquoi les entreprises qui font de la RD sont-elles souvent en besoin de financement ? Q.4. Pourquoi accorder des crédits aux secteurs institutionnels résidents peut profiter au RDM ? Donnez des exemples. Q.5. Quelle situation peut provoquer l'excès de crédit sur le marché des biens et services ? Montrez (graphiquement) l'effet du déplacement de la demande globale. Q.6. En quoi des taux d'intérêt bas font croître le « risque crédit » c'est-à-dire l'insolvabilité de l'emprunteur et le non-remboursement (intégral ou partiel) du créancier ?

c) ... **Consommer, épargner ou placer (investir) ? Taux nominal et taux réel**

Ménages	Jean Mouise	Aymé Riskophile	Thierry Ekon'hom	Prix de la voiture
<u>Situation année 0</u>	Veut la voiture mais n'a pas assez d'épargne qu'il va finalement consommer (3 000 € d'apport)	Veut la voiture mais préfère placer 15 000 euros sur un ...	Dispose de 15 000 € mais ne veut pas les dépenser ...	15 000 €... (Prix nominal)
Pour la petite histoire...	<i>Une société de crédit lui propose de payer le « reste » financé par un crédit sur 3 ans en 12 trimestres : montant à rembourser chaque trimestre de 1050 euros (assurance comprise du prêt)</i>	<i>...Compte en obligations proposé par une S.F. rapportant 3 % par an selon le principe des intérêts composés</i> ? Année 1= 15 000 x 1.03 = Année 2= ép. Année 1 x 1.03 = Année 3= ép. Année 2 x 1.03 =	<i>...et a peur de les placer (défiance vis-à-vis des S.F. après 2009...).</i> Il les laisse « dormir » sur son compte courant. C'est de l'épargne thésaurisée	<i>... Mais tout augmente ! les prix sont courants</i>
<u>Situation année + 3 ans</u>	? Prix payé finalement pour la voiture ? _____ ? ... dont Coût du crédit _____	Formule des intérêts composés ? ➔ ? Evolution de l'épargne en % = ... Comparée à la voiture ?	Il veut maintenant la même voiture que J. Mouise, son voisin. Il se rend chez le concessionnaire (S.N.F.) et paye... content ? Combien doit-il ajouter ?	Nouvelle valeur de la voiture 15 500 € (Prix nominal ou réel ?)
<u>Quelques calculs</u>	Taux d'intérêt nominal ? (soit surplus à payer <u>par rapport</u> au prix initial) = 5%	? Gain nominal du placement = _____ +A quel taux global ? Ecart épargne actuelle disponible et prix de la voiture : _____ ...ou gain réel = _____ Rapport Ep. / Voiture =	? Rapport Année 0 Epargne / voiture = ? Rapport année + 3ans Epargne / voiture =	Taux de variation en % _____ ? _____

Faites dans l'ordre : **Q.1.** Evolution du prix de la voiture ? **Q.2.** Effet sur l'épargne de T. Ekon'hom → Est-il forcément judicieux d'épargner plutôt que consommer immédiatement (principe de la « fuite devant la monnaie ») ? **Q.3.** Effet d'un placement sur l'épargne de A. Riskophile → De quoi peut protéger relativement un placement ? Comparez sa situation à celle de J. Mouise (notamment capital économique, patrimoine, mais aussi capital social...) **Q.4.** Comment mesurer le taux d'intérêt **réel** ? Pouvait-on le connaître en Année 0 ? **Q. n.** TP : créer un texte original sur l'interdépendance de ces S.I.

*Capacités (+) et besoins (-) de financement des secteurs institutionnels (S.I.) résidents**

(En % du PIB)

S.I.	Années	1980	1990	2000	2010	2015	2018
SNF		-6.3	-2.8	-1.5	-0.6	-2.1	-0.4
SF		+1.4	+1.8	+0.4	+1.5	+0.4	0.0
A.PU.		-0.3	-2.5	-1.5	-7	-3.6	-2.5
Ménages**		+3.3	+1.6	+3.9	+4.3	+3.1	+2.4
NATION		-2.1	-2.0	+1.3	-1.8	-2.3	-0.5

*les ISBLSM ont un rôle négligeable et sont absentes du tableau

**y compris entrepreneurs individuels(E.I.)

*Capacités (+) et besoins (-) de financement des secteurs institutionnels (S.I.) résidents**

(En % du PIB)

S.I.	Années	1980	1990	2000	2010	2015	2018
SNF		-6.3	-2.8	-1.5	-0.6	-2.1	-0.4
SF		+1.4	+1.8	+0.4	+1.5	+0.4	0.0
A.PU.		-0.3	-2.5	-1.5	-7	-3.6	-2.5
Ménages**		+3.3	+1.6	+3.9	+4.3	+3.1	+2.4
NATION		-2.1	-2.0	+1.3	-1.8	-2.3	-0.5

*les ISBLSM ont un rôle négligeable et sont absentes du tableau

**y compris entrepreneurs individuels(E.I.)

*Capacités (+) et besoins (-) de financement des secteurs institutionnels (S.I.) résidents**

(En % du PIB)

S.I.	Années	1980	1990	2000	2010	2015	2018
SNF		-6.3	-2.8	-1.5	-0.6	-2.1	-0.4
SF		+1.4	+1.8	+0.4	+1.5	+0.4	0.0
A.PU.		-0.3	-2.5	-1.5	-7	-3.6	-2.5
Ménages**		+3.3	+1.6	+3.9	+4.3	+3.1	+2.4
NATION		-2.1	-2.0	+1.3	-1.8	-2.3	-0.5

*les ISBLSM ont un rôle négligeable et sont absentes du tableau

**y compris entrepreneurs individuels(E.I.)

*Capacités (+) et besoins (-) de financement des secteurs institutionnels (S.I.) résidents**

(En % du PIB)

S.I.	Années	1980	1990	2000	2010	2015	2018
SNF		-6.3	-2.8	-1.5	-0.6	-2.1	-0.4
SF		+1.4	+1.8	+0.4	+1.5	+0.4	0.0
A.PU.		-0.3	-2.5	-1.5	-7	-3.6	-2.5
Ménages**		+3.3	+1.6	+3.9	+4.3	+3.1	+2.4
NATION		-2.1	-2.0	+1.3	-1.8	-2.3	-0.5

*les ISBLSM ont un rôle négligeable et sont absentes du tableau

**y compris entrepreneurs individuels(E.I.)

Capacités ou besoins de financement des agents économiques en France

(En milliards d'euros)

<i>S.I.</i>	<i>Années</i>	<u>2000</u>	<u>2010</u>	<u>2017</u>
S.N.F.		-7.3	8	-8.3
S.F.		8.5	29.5	-3.2
A.PU. dont		-19.5	-137.4	-61.4
➤ <i>Etat et Adm. Centrale</i>		-32.4	-122.9	-68.5
➤ <i>Adm. Publiques locales</i>		1.2	-2	0.8
➤ <i>Administrations de sécu. soc</i>		11.5	-23.9	6.3
Ménages* dont E.I.		40.1	83.4	61
ISBLSM		-0.1	0.4	-0.9
Nation		21.7	-16	-12.8

Capacités ou besoins de financement des agents économiques en France

(En milliards d'euros)

<i>S.I.</i>	<i>Années</i>	<u>2000</u>	<u>2010</u>	<u>2017</u>
S.N.F.		-7.3	8	-8.3
S.F.		8.5	29.5	-3.2
A.PU. dont		-19.5	-137.4	-61.4
➤ <i>Etat et Adm. Centrale</i>		-32.4	-122.9	-68.5
➤ <i>Adm. Publiques locales</i>		1.2	-2	0.8
➤ <i>Administrations de sécu. soc</i>		11.5	-23.9	6.3
Ménages* dont E.I.		40.1	83.4	61
ISBLSM		-0.1	0.4	-0.9
Nation		21.7	-16	-12.8

Capacités ou besoins de financement des agents économiques en France

(En milliards d'euros)

<i>S.I.</i>	<i>Années</i>	<u>2000</u>	<u>2010</u>	<u>2017</u>
S.N.F.		-7.3	8	-8.3
S.F.		8.5	29.5	-3.2
A.PU. dont		-19.5	-137.4	-61.4
➤ <i>Etat et Adm. Centrale</i>		-32.4	-122.9	-68.5
➤ <i>Adm. Publiques locales</i>		1.2	-2	0.8
➤ <i>Administrations de sécu. soc</i>		11.5	-23.9	6.3
Ménages* dont E.I.		40.1	83.4	61
ISBLSM		-0.1	0.4	-0.9
Nation		21.7	-16	-12.8

Capacités ou besoins de financement des agents économiques en France

(En milliards d'euros)

<i>S.I.</i>	<i>Années</i>	<u>2000</u>	<u>2010</u>	<u>2017</u>
S.N.F.		-7.3	8	-8.3
S.F.		8.5	29.5	-3.2
A.PU. dont		-19.5	-137.4	-61.4
➤ <i>Etat et Adm. Centrale</i>		-32.4	-122.9	-68.5
➤ <i>Adm. Publiques locales</i>		1.2	-2	0.8
➤ <i>Administrations de sécu. soc</i>		11.5	-23.9	6.3
Ménages* dont E.I.		40.1	83.4	61
ISBLSM		-0.1	0.4	-0.9
Nation		21.7	-16	-12.8

Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt ?

L'intérêt est la somme qu'un particulier, une entreprise ou un Etat paie à son créancier pour lui emprunter de l'argent. Il est exprimé en proportion du montant prêté [...]. Ainsi, un client décrochant au 1er janvier un prêt d'un an de 100 euros assorti d'un taux d'intérêt de 5% devra rembourser 105 euros à son banquier le 31 décembre. L'intérêt désigne donc à la fois la somme due par l'emprunteur et la rémunération reçue par celui qui prête l'argent.

[...] Lorsque les taux sont faibles, les ménages, les entreprises et l'Etat peuvent s'endetter à peu de frais. Ils ont donc tendance à augmenter leur consommation et leurs investissements, ce qui pousse les feux de l'activité et dope la croissance et l'emploi. A l'inverse, lorsque le crédit est cher, les agents économiques limitent leurs emprunts et réduisent leurs achats, ce qui freine l'activité [...]. Et cet effet de levier est bien plus important qu'on ne se le figure intuitivement : 0,5% de hausse ou de baisse du loyer de l'argent peuvent suffire à détruire ou à générer des milliers d'emplois. Dans certains secteurs, comme **l'automobile ou l'ameublement**, les ventes dépendent directement des capacités d'emprunt de la clientèle. Les décisions d'investissement des entreprises sont elles aussi extrêmement sensibles au niveau des taux. C'est le cas, en particulier, des programmes de **recherche-développement**, que bon nombre de sociétés financent uniquement grâce à des prêts. S'ils deviennent trop chers, elles cessent d'innover et perdent en compétitivité.

[...] le maintien de faibles taux présente lui aussi de graves défauts. En relevant artificiellement le niveau de la demande, cela peut en premier lieu contribuer à creuser le déséquilibre du commerce extérieur : moins le crédit est cher, **plus les Français achèteront de voitures coréennes et d'iPhone...** Ensuite, l'argent facile pousse les agents économiques à s'endetter et donc à vivre au-dessus de leurs moyens. [...] Enfin, et surtout, la persistance de **taux faibles peut créer de l'inflation**. **Lorsque la demande de biens des ménages augmente plus vite que le PIB** - ce qui est le cas lorsque le crédit est facile - les prix ont en effet tendance à s'emballer spontanément. [...]

Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt ?

L'intérêt est la somme qu'un particulier, une entreprise ou un Etat paie à son créancier pour lui emprunter de l'argent. Il est exprimé en proportion du montant prêté [...]. Ainsi, un client décrochant au 1er janvier un prêt d'un an de 100 euros assorti d'un taux d'intérêt de 5% devra rembourser 105 euros à son banquier le 31 décembre. L'intérêt désigne donc à la fois la somme due par l'emprunteur et la rémunération reçue par celui qui prête l'argent.

[...] Lorsque les taux sont faibles, les ménages, les entreprises et l'Etat peuvent s'endetter à peu de frais. Ils ont donc tendance à augmenter leur consommation et leurs investissements, ce qui pousse les feux de l'activité et dope la croissance et l'emploi. A l'inverse, lorsque le crédit est cher, les agents économiques limitent leurs emprunts et réduisent leurs achats, ce qui freine l'activité [...]. Et cet effet de levier est bien plus important qu'on ne se le figure intuitivement : 0,5% de hausse ou de baisse du loyer de l'argent peuvent suffire à détruire ou à générer des milliers d'emplois. Dans certains secteurs, comme **l'automobile ou l'ameublement**, les ventes dépendent directement des capacités d'emprunt de la clientèle. Les décisions d'investissement des entreprises sont elles aussi extrêmement sensibles au niveau des taux. C'est le cas, en particulier, des programmes de **recherche-développement**, que bon nombre de sociétés financent uniquement grâce à des prêts. S'ils deviennent trop chers, elles cessent d'innover et perdent en compétitivité.

[...] le maintien de faibles taux présente lui aussi de graves défauts. En relevant artificiellement le niveau de la demande, cela peut en premier lieu contribuer à creuser le déséquilibre du commerce extérieur : moins le crédit est cher, **plus les Français achèteront de voitures coréennes et d'iPhone...** Ensuite, l'argent facile pousse les agents économiques à s'endetter et donc à vivre au-dessus de leurs moyens. [...] Enfin, et surtout, la persistance de **taux faibles peut créer de l'inflation**. **Lorsque la demande de biens des ménages augmente plus vite que le PIB** - ce qui est le cas lorsque le crédit est facile - les prix ont en effet tendance à s'emballer spontanément. [...]

Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt ?

L'intérêt est la somme qu'un particulier, une entreprise ou un Etat paie à son créancier pour lui emprunter de l'argent. Il est exprimé en proportion du montant prêté [...]. Ainsi, un client décrochant au 1er janvier un prêt d'un an de 100 euros assorti d'un taux d'intérêt de 5% devra rembourser 105 euros à son banquier le 31 décembre. L'intérêt désigne donc à la fois la somme due par l'emprunteur et la rémunération reçue par celui qui prête l'argent.

[...] Lorsque les taux sont faibles, les ménages, les entreprises et l'Etat peuvent s'endetter à peu de frais. Ils ont donc tendance à augmenter leur consommation et leurs investissements, ce qui pousse les feux de l'activité et dope la croissance et l'emploi. A l'inverse, lorsque le crédit est cher, les agents économiques limitent leurs emprunts et réduisent leurs achats, ce qui freine l'activité [...]. Et cet effet de levier est bien plus important qu'on ne se le figure intuitivement : 0,5% de hausse ou de baisse du loyer de l'argent peuvent suffire à détruire ou à générer des milliers d'emplois. Dans certains secteurs, comme **l'automobile ou l'ameublement**, les ventes dépendent directement des capacités d'emprunt de la clientèle. Les décisions d'investissement des entreprises sont elles aussi extrêmement sensibles au niveau des taux. C'est le cas, en particulier, des programmes de **recherche-développement**, que bon nombre de sociétés financent uniquement grâce à des prêts. S'ils deviennent trop chers, elles cessent d'innover et perdent en compétitivité.

[...] le maintien de faibles taux présente lui aussi de graves défauts. En relevant artificiellement le niveau de la demande, cela peut en premier lieu contribuer à creuser le déséquilibre du commerce extérieur : moins le crédit est cher, **plus les Français achèteront de voitures coréennes et d'iPhone...** Ensuite, l'argent facile pousse les agents économiques à s'endetter et donc à vivre au-dessus de leurs moyens. [...] Enfin, et surtout, la persistance de **taux faibles peut créer de l'inflation**. **Lorsque la demande de biens des ménages augmente plus vite que le PIB** - ce qui est le cas lorsque le crédit est facile - les prix ont en effet tendance à s'emballer spontanément. [...]

Fin du I

(Rappel → I. Agents **économiques résidents** non financiers : des ressources et des emplois à identifier afin de comprendre la place dans la logique du financement...

A. Des Agents économiques qui doivent financer leurs actes économiques : du cas par cas ...

B. ... aux généralités.

... A suivre : II

→ II. ... le financement de l'économie passe par des questions monétaires : qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ?

A. La monnaie au cœur de l'économie...

1. La monnaie créance* sur l'économie pour celui (l'agent économique) qui la détient...

- a) Une unité de compte établissant la valeur des « choses » (monnaie métallique ?) ...
- b) ... Un pouvoir d'achat, moyen de transaction (monnaie métallique, monnaie scripturale) ...
- c) ...et une réserve de valeur (monnaie scripturale, monnaie confiance ou fiduciaire)

2. ...et dette pour celui qui l'émet

- a) Garantir un équilibre entre Sphère réelle et sphère monétaire : une autorité monétaire nécessaire...
- b) ...face à l'action des banques commerciales

Bilan :

B. ... et les banques au cœur de la création monétaire et du financement de l'économie

1. Les banques commerciales, base de la création monétaire...

- a) Le bilan simplifié d'une banque...
- b) ... et ses implications (risque de crédit, risque de taux...)

2. ...et la banque centrale et le contrôle de la base monétaire

- a) Refinancement des banques et contrôle systémique : le principe de la compensation ...
- b) ...modalités de la politique monétaire (taux de marché, prise en pensions...)
- c) ... et ses enjeux.

Bilan :